



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS



ENST2



ENSAE



Ecole polytechnique
Direction des Achats

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Réalisation de travaux tous corps d'état pour l'Ecole polytechnique et l'Institut Polytechnique de Paris

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

MX25-010

Date limite de remise des plis

08 / 09 / 2025 à 15h00

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Le présent contrat fait l'objet d'un groupement de commande.

Coordonnateur du groupement de commande :

Ecole polytechnique

Direction des Achats

Représentant : Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim

Adresse : Ecole polytechnique

Route de Saclay

91128 Palaiseau

La personne en charge du dossier est : Carroll-Ann Galluccio Acheteur négociateur

Membres du groupement de commande :

- Ecole polytechnique

- Institut Polytechnique de Paris

Représentant : Thierry Coulhon, Président du Directoire de l'Institut Polytechnique de Paris Adresse :

Institut Polytechnique de Paris







5 avenue Henry le Chatelier

91128 Palaiseau

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Réalisation de travaux tous corps d'état pour l'Ecole polytechnique et l'Institut Polytechnique de Paris.**

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Réalisation de travaux tous corps d'état pour l'Ecole polytechnique et l'Institut Polytechnique de Paris
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de travaux
	Structure	13 lots
	Durée	12 mois - 3 reconductions
	Développement durable	Clause environnementale et clause sociale
	Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement et codes CPV :**

La consultation est décomposée en 13 lots :

N° de lot	Objet	CPV
Lot 1	Réalisation de travaux de béton et maçonnerie	45000000-7 : Travaux de construction 45233200-1 : Travaux de revêtement divers 45262500-6 : Travaux de maçonnerie et de briquetage 45262300-4 : Travaux de bétonnage
Lot 2	Réalisation de travaux de Chauffage, Ventilation et Climatisation-CVC	45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
Lot 3	Réalisation de travaux de désamiantage et déplombage	45262660-5 : Travaux de désamiantage
Lot 4	Réalisation de travaux d'électricité CFO	45310000-3 : Travaux d'équipement électrique
Lot 5	Réalisation de travaux de couverture-étanchéité-bardage	45261420-4 : Travaux d'étanchéification 45261900-3 : Réparation et entretien de toiture
Lot 6	Réalisation de travaux de menuiserie bois	45421000-4 : Travaux de menuiserie 45422100-2 : Ouvrages en bois
Lot 7	Réalisation de travaux de menuiserie PVC aluminium, vitrerie	45421132-8 : Pose de fenêtres 45421000-4 : Travaux de menuiserie
Lot 8	Réalisation de travaux de métallerie-serrurerie	45262000-1 : Travaux de corps de métier spécialisés autres que travaux de couverture
Lot 9	Réalisation de travaux de peinture, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie	45442100-8 : Travaux de peinture 45432210-9 : Travaux de revêtement mural 45432130-4 : Travaux de revêtements de sols 45421141-4 : Travaux de cloisonnement
Lot 10	Réalisation de travaux de plomberie sanitaire	45330000-9 : Travaux de plomberie 45332400-7 : Travaux d'installation d'appareils sanitaires
Lot 11	Réalisation de travaux de voirie réseau divers et adduction d'eau	45111100-9 : Travaux de démolition 45000000-7 : Travaux de construction 45233200-1 : Travaux de revêtement divers 45112500-0 : Travaux de terrassement 45232150-8 : Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau
Lot 12	Réalisation de travaux fluides spéciaux	45330000-9 : Travaux de plomberie
Lot 13	Fourniture, installation et travaux d'agencement de mobilier de laboratoires	45421000-4 : Travaux de menuiserie 45330000-9 : Travaux de plomberie 45310000-3 : Travaux d'équipement électrique

■ Etendue des besoins :

A titre d'information, le tableau ci-dessous indique le montant estimé annuel par lot, basé sur la période de dépense la plus forte des trois dernières années.

Ces montants sont communiqués à titre d'indication uniquement et n'ont pas de valeur contractuelle. :

N° de lot	Objet	Montant annuel estimé € HT
Lot 1	Réalisation de travaux de béton et maçonnerie	260 000 € HT
Lot 2	Réalisation de travaux de Chauffage, Ventilation et Climatisation-CVC	1 150 000 € HT
Lot 3	Réalisation de travaux de désamiantage et déplombage	560 000 € HT
Lot 4	Réalisation de travaux d'électricité CFO	1 000 000 € HT
Lot 5	Réalisation de travaux de couverture-étanchéité-bardage	700 000 € HT
Lot 6	Réalisation de travaux de menuiserie bois	370 000 € HT
Lot 7	Réalisation de travaux de menuiserie PVC aluminium, vitrerie	250 000 € HT
Lot 8	Réalisation de travaux de métallerie-serrurerie	500 000 € HT
Lot 9	Réalisation de travaux de peinture, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie	1 200 000 € HT
Lot 10	Réalisation de travaux de plomberie sanitaire	460 000 € HT
Lot 11	Réalisation de travaux de voirie réseau divers et adduction d'eau	1 200 000 € HT
Lot 12	Réalisation de travaux fluides spéciaux	500 000 € HT
Lot 13	Fourniture, installation et travaux d'agencement de mobilier de laboratoires	1 200 000 € HT

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ Dossier de consultation :

Pour chacun des lots, le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de la Consultation et ses annexes
- AE : Acte d'Engagement
- BPU : Bordereau de prix unitaires
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Cadre de réponse
- Attestation de visite de site

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents :**

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site dans les conditions suivantes :

Adresse mail pour la prise de RDV : conducteur.travaux@polytechnique.fr

Les visites se dérouleront aux dates suivantes à 9h30 :

- 15/07/2025,
- 17/07/2025,
- 22/07/2025,
- 24/07/2025,
- 05/08/2025,
- 07/08/2025,
- 19/08/2025,
- 21/08/2025.

Les candidats sont invités à prendre RDV au plus tard 24h avant la date de la visite.

Un plan d'accès sera communiqué lors de la confirmation du RDV.

Les candidats se présentent au RDV avec l'attestation de visite préremplie (l'attestation est communiquée dans le dossier de consultation).

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

Important : en cas d'éventuelles questions, les candidats devront les formuler à l'issue de la visite par écrit sur la plate-forme des achats de l'Etat à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr
L'ensemble des réponses aux questions sera transmis par écrit à l'ensemble des candidats.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Développement durable :**

L'accord-cadre fait l'objet d'une clause environnementale et d'une clause sociale.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Document unique de marché européen (DUME) du règlement européen n°2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux marchés publics	<i>Au lieu de fournir les DC1 et DC2, le candidat peut fournir le Document unique de marché européen (DUME) du règlement européen n°2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux marchés publics</i>
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<u>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles</u>
Capacité technique et professionnelle	
Références travaux	<u>Liste des principales références (prestations de travaux) effectuées ces 3 dernières années indiquant :</u> <ul style="list-style-type: none">- <u>L'année de réalisation.</u>- <u>L'objet des prestations.</u>- <u>Le destinataire des prestations (client).</u>- <u>Le montant.</u> <u>Les candidats doivent obligatoirement présenter des références incluant des prestations de bureau d'étude.</u>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Pour chacun des lots, l'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement du lot concerné</i>
Attestation de visite de site	<i>Attestation de visite de site remise lors de ladite visite signée par le pouvoir adjudicateur</i>
Bordereau de prix unitaires	<i>Bordereau de prix unitaires du lot concerné</i>
Cadre de réponse	<i>Le cadre de réponse constitue la proposition technique du candidat. Si nécessaire, il est possible de compléter certains champs en renvoyant de manière précise vers le(s) titre(s) et le(s) page(s) d'une documentation annexe transmise avec la réponse.</i> <u>Dans le cas où le candidat répond à plusieurs lots, il remet un cadre de réponse distinct par lot.</u>

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier le dépositaire. Il n'y a pas d'obligation de signature électronique des documents du marché listés dans le présent RC, transmis par voie électronique.

Toutefois, les documents du marché devront être signés électroniquement par le candidat sélectionné lors de l'attribution du marché.

Une note explicative concernant la signature électronique est jointe en annexe n°1 du présent Règlement de Consultation.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Les copies de sauvegarde peuvent être transmises par voie électronique avant la date de remise des offres indiquée en 1ère page du présent document à l'adresse suivante : sda.procedure@polytechnique.fr

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

■ Dépôt des attestations et certificats :

Le profil acheteur PLACE met à disposition des entreprises un coffre-fort électronique afin de déposer les certificats et attestations suivantes :

- certificat de régularité fiscale ;
- certificat de régularité sociale.

En déposant ces documents directement dans ledit coffre, vous êtes déchargé de votre obligation de transmission à l'Ecole polytechnique lors de l'attribution du marché.

L'accès audit coffre n'est possible qu'une fois votre entreprise authentifiée sur la plateforme PLACE. Celui-ci est accessible sur la page d'accueil dans la rubrique espace documentaire - coffre-fort entreprise. Si vous optez pour ce dépôt, il est nécessaire de rendre accessible les documents déposés dans le coffre-fort.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous référer au guide utilisateur (lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/guide-esr-2017/place/GuideUtilisateurEntreprise.zip>).

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Intitulé	Complément	Points
Critère 1 - Prix	Analyse des prix unitaires sur la base d'un panier caché	40
Critère 2 – Méthodologie et moyens d'intervention sur un cas type		30
Sous-critère 2.1 – Méthodologie d'exécution	Analyse de la méthodologie d'exécution à partir des éléments listés au cadre de réponse	15
Sous-critère 2.2 – Moyens du candidat	Analyse des moyens du candidat à partir des éléments listés au cadre de réponse	10
Sous-critère 2.3 – Gestion des déchets et remise des documents en fin de chantier	Analyse des éléments listés au cadre de réponse	5
Critère 3 – Moyens humains	Analyse des expériences et qualifications du personnel dédié aux prestations du marché	20
Critère 4 – Moyens et méthodologie mis en œuvre pour minimiser l'impact environnemental de l'entreprise et des produits installés	Analyse des éléments listés au cadre de réponse	10

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Assurances	Les polices et attestations d'assurance en cours de validité dans le domaine objet du présent marché, spécifiant que l'entreprise est assurée pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans le cadre des prestations visées dans l'objet du présent marché et couvrant tous les risques dont elle pourrait être reconnue responsable dans les conditions du droit commun.
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
IBAN/RIB	IBAN/RIB
Liste nominative des salariés étrangers	La pièce mentionnée aux articles D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Si vous n'employez pas de salarié étranger, une déclaration sur l'honneur l'attestant est suffisante
N°SIREN	Le numéro d'identification de l'entreprise (SIREN) délivré par l'INSEE
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78011 Versailles
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Rémy Donfrancesco ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)